

PROCÈS VERBAL**CONSEIL MUNICIPAL DU 25 SEPTEMBRE 2024**

Le Conseil Municipal s'est réuni le vingt cinq septembre deux mille vingt quatre à vingt heures, dans la salle de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Madame Céline TONOT, Maire.

21 conseillers étaient présents.

M. Luc LE LORC'H avait donné pouvoir à M. Christian BOUCASSOT,
Mme Monique ISSAD avait donné pouvoir à M. Pierre BERTRAND,
M. José ALMEIDA avait donné pouvoir à Mme Céline TONOT,
M. Franck LOUIS avait donné pouvoir à Mme Fabienne VION,
Mme Anne MILLOT avait donné pouvoir à Mme Hélène MARTEEL ,
Mme Cyrielle VILLANI avait donné pouvoir à Mme Patricia QUELIN,
M. Samir ASGASSOU avait donné pouvoir à Mme Myriam HENNEQUIN,
Mme Élise GOURMELEN avait donné pouvoir à Mme Florence BIZOT.

Madame la Maire ayant constaté que le quorum est atteint, elle propose Madame Hélène MARTEEL aux fonctions de secrétaire de séance, ce qui est accepté à l'unanimité.

Elle soumet ensuite à l'approbation du Conseil Municipal le projet de procès verbal de la séance du 03 juillet 2024, qui est adopté à l'unanimité.

1) Convention avec la SPLAAD pour le versement d'une avance en trésorerie

Abordant l'ordre du jour, Madame la Maire rappelle que par délibération du 14 décembre 2020, le Conseil Municipal a confié à la SPLAAD, par voie de convention de prestations intégrées, l'aménagement de l'opération « Requalification du quartier Valentin ».

Une convention qui a plusieurs objectifs : désenclavement du quartier avec 2 connexions – dont une au niveau de la rue de Verdun pour faciliter la proximité avec les écoles, création d'un parc au sein du quartier dont les usages et la conception ont été préparés par un paysagiste missionné par la SPLAAD mais aussi en concertation avec le Conseil Citoyen de Valentin, et enfin réhabilitation et création de logements pour palier leur manque au niveau national, et augmenter le nombre d'habitants sur la commune.

Elle prévoit en son article 16.5 que, lorsque les prévisions budgétaires actualisées font apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, l'Aménageur sollicite le versement d'une avance de trésorerie, éventuellement renouvelable, dans les conditions définies à l'article L.1523-2.4° du code général des collectivités territoriales.

Ainsi, pour diminuer le recours à l'emprunt et couvrir les besoins en trésorerie notamment pour les études à lancer, il peut être convenu entre la collectivité et la SPLAAD un versement d'avance de 50 000 € pour l'exercice 2024 par la Ville de Longvic.

La convention annexée au présent rapport fixant les conditions financières de l'avance, et les crédits nécessaires étant inscrits au budget primitif 2024, il est donc proposé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver la proposition de versement d'une avance de trésorerie de 50 000,00 euros (cinquante mille euros) à la SPLAAD pour l'opération « Requalification du quartier Valentin », et d'autoriser en conséquence Madame la Maire à signer la dite convention.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

2) Participation de Longvic à la garantie d'emprunt accordée à la SPLAAD pour la requalification de Valentin

Madame la Maire rappelle que la SPLAAD agit pour le compte de la Ville de Longvic dans le cadre d'une convention de prestation intégrée pour la requalification du quartier Valentin. Une ligne de trésorerie a été ouverte pour permettre la conduite des premières études et les diagnostics. La SPLAAD va désormais devoir procéder aux travaux d'aménagement des sols et de réseaux sur les espaces publics, et notamment au niveau du parc urbain en cœur d'opération, à partir de mars 2025.

L'opération sera financée par la revente des lots. Pour gérer les décalages de trésorerie dans cette période où d'importants décaissements vont arriver et afin d'éviter à la Ville de verser des grosses avances dès maintenant, la SPLAAD a recours à l'emprunt. Une consultation bancaire a été lancée et l'analyse comparative des offres a permis de choisir la Banque CIC.

Suite à l'arbitrage financier des CRAC faisant apparaître un besoin en financement à hauteur de 2,6M€ pour la réalisation des travaux sur le quartier Valentin en attendant la commercialisation des lots à réhabiliter ou bâtir pour rembourser les lignes de trésorerie ouvertes, la SPLAAD a reçu une proposition financière du CIC jugée intéressante.

L'organisme bancaire souhaite que la Ville de Longvic apporte sa garantie à hauteur de 80 % du capital emprunté. S'agissant d'une structure financièrement solide, contrôlée par les représentants municipaux qui y siègent, l'objet des emprunts étant la réalisation d'un projet d'enjeu municipal, cet engagement financier est naturel.

Le prêt, de 2,6M€, est amortissable et établi sur une durée de 6 ans au taux fixe de 4,20 %. L'amortissement et les intérêts sont trimestriels. Le capital est remboursé *in fine*.

Les points suivants seront exposés :

1 : La Ville de Longvic apporte sa garantie pour le remboursement de chaque ligne de prêt, contractée par la SPLAAD auprès de la Banque CIC selon les conditions définies dans le projet de contrat joint.

La garantie est accordée pour chaque ligne de prêt, à hauteur de la quotité indiquée à l'annexe précitée (article 3 du contrat), et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre des prêts.

2 : Les caractéristiques financières de chaque ligne de prêt sont indiquées, dans le projet de contrat joints qui font partie intégrante de la présente proposition.

3 : La garantie de la Ville de Longvic est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par la SPLAAD, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, la Ville de Longvic s'engage à se substituer à la SPLAAD pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

4: La Ville de Longvic s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de bien vouloir valider le principe de garantie d'emprunt du contrat CIC contracté par la SPLAAD.

Monsieur Fernando NOVO sollicite un éclaircissement concernant les remboursements en capital qui apparaissent sur l'échéancier: en effet, un remboursement *in fine* ne porte-t-il pas plutôt le principe d'un remboursement de sa globalité à la fin ?

Madame la Maire reconnaît que dans le tableau d'amortissement, figure du capital amorti. Elle se propose de contacter la SPLAAD à ce sujet, Monsieur NOVO précisément que si c'était bien le cas, il conviendrait simplement de supprimer le terme « *in fine* ». Monsieur GONCALVES ajoute qu'il peut s'agir d'un « *in fine* » avec des paliers.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

3) Rapport annuel de l' élu mandataire de la SPLAAD à la Ville de Longvic

Madame la Maire rappelle que la SPLAAD, Société Publique Locale, a pour objet de procéder exclusivement pour le compte de ses actionnaires à tous actes nécessaires à la réalisation d'opérations, par voie de convention de prestations intégrées « *in house* ».

Pour mémoire, la Ville de Longvic détient à ce jour 30 actions au capital social de la SPLAAD, d'une valeur nominale de 1.000 €.

Sur l'exercice ouvert du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023, elle est représentée à l'Assemblée Spéciale de la SPLAAD par Monsieur José ALMEIDA.

Conformément aux dispositions de l'article L1524-5 alinéa 14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le représentant permanent de la Collectivité doit rendre compte de ses missions à l'assemblée délibérante au moins une fois par an. Monsieur ALMEIDA ayant donné pouvoir à Madame TONOT dans le cadre du présent Conseil municipal, c'est donc cette dernière qui présente le compte-rendu du rapport synthétique

joint à la présente note sur l'exercice de la SPLAAD, clos au 31 décembre 2023 et approuvé par son Assemblée Générale Ordinaire le 27 juin 2024.

Il est précisé que le contenu du compte-rendu annuel a évolué par rapport aux exercices précédents. En effet, ces mentions sont désormais normées par la Loi 3DS n° 2022-217 du 21 février 2022 et son décret d'application n° 2022-1406 du 4 novembre 2022. Le législateur a souhaité positionner ce rapport comme un document de référence en matière de transparence d'action des entreprises publiques locales.

En vertu de ce document, plusieurs informations peuvent être plus spécialement relevées :

La Ville de Genlis est nouvelle actionnaire de la SPLAAD.

La SPLAAD a notifié 53 marchés, représentant 11 millions d'euros sur l'ensemble des opérations. Elle intègre dans celles-ci une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique (convention avec CREATIV), dont le bilan est plus que satisfaisant puisque l'objectif était de 4 950 heures, et que 13 384 ont finalement été réalisées, avec à la clef 19 contrats de travail signés.

Concernant le compte de résultat, au 31 décembre 2024, les dépenses de la société s'élevaient à plus de 2 millions d'euros, les recettes s'établissaient à 1 396 000 euros, avec un résultat net de la société en négatif. Celui-ci s'explique notamment par l'augmentation des dépenses, principalement dues à l'augmentation de la masse salariale, et à l'augmentation des frais de notaire et d'avocat liés à une opération très spécifique, le Quai Moutarde, où des experts non prévus initialement ont dû être missionnés.

Quant aux recettes, elles ont diminué de 20,18 % pour 2022 et 2023, tout simplement par ce que les mandats de construction ont baissé, comme les concessions d'aménagement.

Cela dit, un plan d'action a été adopté et mis en œuvre, permettant de restituer une comptabilité conforme à la réglementation et aux bonnes pratiques pour une stabilisation financière.

Il est donc proposé au Conseil municipal,

vu l'article 1524-5° du Code Général des Collectivités Territoriales et plus précisément son alinéa 14,

vu le rapport sur l'exercice de la SPLAAD clos au 31 décembre 2023,

- d'adopter le rapport annuel de l'élu mandataire à la Collectivité portant sur l'exercice de la SPLAAD clos au 31 décembre 2023

- de donner quitus de sa mission pour l'exercice clos au 31 décembre 2023 à son élu mandataire siégeant à l'Assemblée Spéciale de la Société, Monsieur José ALMEIDA.

Madame Valérie GRANDET n'a pas spécialement de questions mais regrette que 2 sièges de la Région aient pu rester alors vacants, même si depuis Monsieur NEUGNOT et Madame Godard les occupent. C'est important car les projets de la SPLAAD peuvent avoir une influence sur la Région, compte tenu notamment de son rôle en matière de subventions. Par ailleurs Madame GRANDET souhaite faire la même remarque que l'an dernier : Monsieur le Maire n'a jamais été présent, ni au Conseil d'administration, ni aux Commissions spéciales, ce qu'elle trouve dommage, même si Madame TONOT est sa représentante dans ces instances. Longvic a ainsi été la seule commune à n'avoir eu aucune présence de son Maire dans cette instance qui porte d'importants projets pour la commune.

Madame TONOT ne souhaite pas apporter de réponse supplémentaire puisqu'elle l'a déjà exposée l'an dernier à Madame GRANDET.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

4) Participation financière aux frais de location supportés par l'ALC

Madame la Maire donne ensuite la parole à Monsieur Jean-Marc GONÇALVES qui indique que durant les travaux de remplacement de la chaudière (production d'eau chaude) des tribunes du Stade Maurice Colson, il n'a pas été possible de proposer aux instances sportives des installations conformes au règlement de la Division 3 Nationale, notamment à l'équipe féminine.

La section football de l'Association Loisirs Culture (ALC) a dû louer à trois reprises (11 février 2024, 18 février 2024 et 17 mars 2024) un terrain de football de la ligue « Astragale » Bourgogne Franche-Comté pour les matchs de la fin de saison 2023-2024. Coût de la location : 1 500 € pour les trois matchs.

Compte tenu du contexte, et sur demande expresse de l'ALC, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir apporter le soutien financier de la Ville à hauteur de 1 500 € et ainsi autoriser Madame la Maire à signer un avenant à la convention d'attribution d'aides financières de 2024.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

5) Participation aux frais de scolarité d'un enfant habitant sur Longvic

Monsieur Jean-Marc GONÇALVES indique que la Ville de Longvic a été sollicitée par la Ville de Ladoix-Serrigny au titre de la participation des communes extérieures aux frais de scolarité d'un élève longvicien accueilli au sein d'une école de Ladoix-Serrigny dans une classe ULIS TSA.

Compte tenu de l'impossibilité de scolariser cet enfant longvicien sur sa commune de résidence – Longvic ne disposant pas d'une classe ULIS TSA – il convient d'autoriser cette dernière à participer aux charges de scolarisation.

Les articles L.212-8 et R.212-21 du Code de l'éducation imposent à une collectivité de résidence de participer aux charges de scolarisation d'enfants hors de son territoire dans six cas où la collectivité d'accueil est obligée d'accepter l'inscription dans son école.

La scolarisation de l'enfant pour lequel des frais de scolarité sont demandés relève de l'un de ces six cas : " les enfants ayant des difficultés particulières sont affectés dans des classe inclusives. Si un enfant est inscrit dans une classe pour l'inclusion scolaire d'une collectivité d'accueil, sa commune de résidence doit participer aux charges supportées par la collectivité d'accueil lorsque celle-ci ne peut assurer elle-même cet accueil ".

Le coût pour l'année scolaire 2024/2025 s'élève à 301,08 € (cf. délibération prise par la Ville de Ladoix-Serrigny pour le mode de calcul des frais de scolarité demandés à la commune de résidence) – coût somme toute dérisoire, précise Monsieur GONCALVES, comparé au coût réel qu'il représenterait si l'enfant était scolarisé à Longvic.

Longvic ne pouvant accueillir cet enfant dans une classe ULIS TSA, en conséquence, il est proposé de verser à la commune de Ladoix-Serrigny les charges supportées par la scolarisation de cet enfant Longvicien.

Madame GRANDET en profite pour souligner l'importance du financement de la scolarité des élèves en situation de handicap; c'est un exemple flagrant du nomadisme scolaire que doivent subir certains parents. La solidarité communale est donc la bienvenue. Elle a toutefois une question: 4 enfants étant déjà concernés sur Dijon, si une dizaine d'enfants de l'agglomération dijonnaise partaient tous à Ladoix-Serrigny, peut-être que les communes pourraient solliciter le Rectorat pour qu'il ouvre une classe ULIS TSA pour les parents de Dijon Métropole.

Madame la Maire partage cette remarque, mais considère que c'est d'abord au niveau de l'Education nationale que ce problème doit être traité. Madame GRANDET la rejoint, mais rappelle que pour cette institution, ce type d'enfants est une série de chiffres dans un tableur excel, alors que les communes ont la connaissance du terrain et le contact avec les parents; elles pourraient donc porter leurs voix auprès de l'Education nationale. Madame TONOT conclut en espérant que malgré l'absence initiale d'un Ministère dédié au handicap, ces parents puissent avoir des solutions plus adaptées.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

6) Acquisition de bons d'achat pour récompense aux sportifs

Monsieur Christian CHEVREUX propose au Conseil Municipal de se prononcer sur l'acquisition de quatre bons d'achat d'un montant global de 200 € auprès de la société Décathlon Pro afin de récompenser les sportifs longviciens honorés lors de la traditionnelle cérémonie qui leur est dédiée chaque année, et qui en 2024 aura lieu le vendredi 22 novembre.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

7) Achat de bons-cadeaux

Madame la Maire rappelle que les dépenses imputées à l'article 6232 du chapitre 011 du Budget doivent faire l'objet d'une délibération souvent exigée par le comptable public dans le cadre de son contrôle.

Au titre des dépenses prévues au bénéfice des enfants du personnel communal pour les fêtes de fin d'année, sont proposés à la validation du Conseil municipal :

- l'achat de bons-cadeaux pour les enfants de moins de 13 ans : valeur de 30 €
- l'achat d'une entrée au bowling pour les enfants âgés de 13 à 16 ans.

Il est par ailleurs proposé au Conseil municipal de reconduire ces modalités jusqu'à la fin du mandat 2026.

Madame GRANDET demande pourquoi ne pas plutôt proposer un bon d'achat de 30 euros à tous les enfants jusqu'à 16 ans, tous les enfants n'aimant pas le bowling. Madame TONOT répond que jusqu'ici les familles n'ont pas contesté cette formule.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

8) Prestation d'action sociale pour les agents municipaux faisant valoir leur droit à la retraite ou recevant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale

Conformément à la délibération du 13 septembre 2021, Monsieur Jean-Marc RETY propose au Conseil Municipal de reconduire une prestation d'action sociale pour les agents municipaux faisant valoir leur droit à la retraite ou recevant la Médaille d'honneur régionale, départementale et communale.

Cette prestation consiste en la remise d'un bon d'achat de 90 € aux bénéficiaires.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

9) Aide à la mobilité douce

Monsieur Gaëtan GUERMONPREZ rappelle que par délibération en date du 20 mai 2019, le Conseil Municipal a décidé de la mise en place d'aides à la mobilité douce au profit des Longviciens et a approuvé le règlement d'intervention de ce dispositif ; règlement mis à jour par délibération en date du 2 mars 2021.

7 dossiers ont été instruits et sont présentés :

Objet	Nombre de dossiers éligibles	Montant
Vélo classique	//	// €
Vélos à assistance électrique	1	178,50 €
Vélos à assistance électrique	1	224,75 €
Vélos à assistance électrique	5	300,00 €
Total attribué	7	1 903,25 €

Ce qui porte à 27 le nombre de dossiers traités en 2024 avec un montant total d'aides de 7 111,98 €. Les crédits disponibles restants s'élèvent à 2 888 €.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver le versement des aides telles que présentées, répondant aux critères définis au règlement d'attribution.

Madame GRANDET observe qu'il restera donc encore environ 900 euros jusqu'à la fin de l'année. Mais Madame la Maire ajoute que soit cette somme sera augmentée si nécessaire, soit le traitement de certains dossiers sera reporté à l'an prochain.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

10) Admission en non valeur

Monsieur Jean-Marc GONÇALVES invite le Conseil Municipal à se prononcer sur une proposition de délibération relative à des admissions en non-valeur de titres de recettes émis par la Ville.

Il est rappelé qu'en vertu des dispositions relatives à la séparation des ordonnateurs et des comptables publics, il appartient au comptable public de procéder aux opérations nécessaires pour le recouvrement des recettes ayant fait l'objet d'un titre émis par l'ordonnateur.

Une liste a été ainsi établie et proposée par le comptable public, référencée 6498420031, arrêtée à la date du 7 août 2024 et faisant état de créances détenues par des débiteurs dont l'insolvabilité a été établie suite aux procédures requises.

Cette liste peut se résumer comme suit :

Exercice	Fiches	Type recettes	Motif de présentation	Montant ANV
2017	8	Facturation unique	Poursuite sans effet	710,23 €
2018	9	Facturation unique	Poursuite sans effet	1 309,11 €
2022	1	Facturation unique	Poursuite sans effet	21,00 €
2023	1	Facturation unique	RAR inférieur au seuil de poursuite	26,91 €
2023	2	Facturation unique	Décès	159,72 €

			TOTAL	2 226,97 €
--	--	--	--------------	-------------------

Il conviendra après décision de procéder à l'annulation de ces créances au budget de la Ville par l'émission d'un mandat au chapitre 65 (Article 6541- créances admises en non-valeur).

Les crédits au chapitre 65 sont suffisants pour procéder à l'opération sur l'exercice 2024.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir valider cette liste et autoriser Madame la Maire à procéder aux écritures comptables requises.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

11) Cession parcellaire

Monsieur Christian BOUCASSOT rappelle que la Municipalité a été sollicitée par un groupe exploitant d'ambulances et véhicules de secours au 12 rue du Pâquier à Longvic.

Cette entreprise, propriétaire de la parcelle BL 75 éprouve des difficultés liées au stationnement des véhicules de son personnel. Elle a donc demandé à la Commune de lui vendre une partie de la parcelle BL 102 actuellement en surface enherbée. La surface demandée est de 450 m² environ.

Par avis en date du 31/07/2024, le pôle d'évaluation domaniale de la Direction Régionale des Finances Publiques a estimé la valeur vénale du bien à 5 850 € HT et hors frais de mutation.

Lors des échanges l'entreprise a confirmé prendre à sa charge les frais de géomètre et les frais de notaire liés à cette vente.

Le document d'arpentage dressé le 26/07/2024 fait apparaître une surface de 451 m² prise dans la parcelle BL 75.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de céder la parcelle BL 102a au groupe concerné pour un montant total de 5 850€ soit 13€/m² hors taxes et hors frais de mutation,
- d'autoriser Madame la Maire à signer tout acte et document à intervenir pour l'application de cette décision.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

12) Convention de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés avec l'éco-organisme CITEO

Monsieur Jean-Marc RETY indique que l'éco-organisme CITEO accompagne les collectivités territoriales françaises dans la prévention et la gestion des déchets d'emballages ménagers.

Dans ce cadre, il propose un nouvel accompagnement spécifique à toutes les communes et groupements de communes ayant en charge le nettoyage des déchets, via une convention-type de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus (DAD).

Cette convention d'une durée maximum de 5 ans prévoit :

- des engagements réciproques visant à la mise en place d'un plan de lutte contre les DAD d'emballages
- un soutien financier aux coûts des opérations de nettoyage et de réduction des DAD sur l'espace public et des déchets liés aux dépôts contraires au règlement de collecte, compris entre 0,9€ et 4,3 € /habitant/an, selon la typologie de la collectivité.

Sur le territoire de Dijon Métropole, les actions pour prévenir et traiter les déchets abandonnés diffus relèvent de compétences partagées entre Dijon métropole et les communes membres, selon que les espaces publics sont métropolitains ou municipaux.

Dijon métropole a proposé d'être le mandataire du groupement des communes membres de la métropole souhaitant s'engager dans la démarche, d'assurer l'animation du dispositif et le suivi de la convention, qui devra comprendre le plan d'actions des collectivités pour la lutte contre les déchets abandonnés.

Les objectifs de cette convention coïncidant parfaitement avec ceux de l'Agenda 2030 de Longvic (« ODDL 1 / Chantier 4 : Consommations et productions responsables » / Action phare 1 : Agir dans le cadre des Plans Zéros déchets de la Métropole et de la Région »), il est proposé que la Ville rejoigne le groupement de communes souhaitant s'engager dans son application.

Il est donc demandé au Conseil:

- d'approuver les termes de la convention de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus (DAD) avec CITEO, et la décision de rejoindre le groupement de communes signataires,

- d'approuver la désignation de Dijon métropole en tant que mandataire du groupement des communes souhaitant s'engager dans la lutte contre les DAD, et d'autoriser le Président de Dijon métropole à signer l'avenant à la convention CITEO annexée à la présente délibération,
- d'autoriser Madame la Maire à signer une convention entre Dijon métropole et les communes adhérentes du groupement, qui définira les modalités de fonctionnement du groupement et de reversement des soutiens.

Madame GRANDET a bien compris qu'il ne s'agit que des déchets ménagers, ce qui n'enlève pas à la commune le souci des autres types de déchets, mais souhaite savoir si ce plan va être porté par Dijon Métropole puis décliné dans les communes, ce que Madame la Maire confirme. Madame GRANDET demande également si des points de décharge sauvage ont déjà été identifiés sur la commune. Elle rappelle d'ailleurs qu'il ne s'agit que des déchets situés sur le domaine public, alors que bien souvent il en existe dans des espaces privés (impasses, chemins, copropriétés). Elle voudrait donc savoir si ce plan sera quand-même mené sur ces sites hors domaine public, et connaître le coût actuel pour la commune de ces déchets abandonnés.

Madame TONOT répond que le coût est difficilement quantifiable, mais il est quotidien, parce que c'est tous les jours ou presque que les services municipaux interviennent sur des dépôts sauvages ponctuels. Souvent sur signalement de la Police municipale, ils interviennent dans la journée ou au plus tard le lendemain. Quant aux hot-spots, ils n'ont pas encore été identifiés, et ce sera le travail qui sera mené avec la Métropole, puisque c'est effectivement la Métropole qui va porter cette action. Néanmoins Longvic va avoir des échanges avec la Métropole, avec un Référent pour la ville, qui va pouvoir fournir les éléments nécessaires à une politique de sensibilisation et de valorisation des déchets. Cela dit, il ne s'agira que des hot-spots de l'espace public. Quant au privé, Madame TONOT trouve que la Ville s'y substitue bien trop souvent, même si elle le fait au titre du cadre de vie. Mais il faut que tout le monde prenne sa part, y compris les copropriétés. On ne peut pas toujours se substituer à ces dernières. Car le cadre de vie concerne tous les citoyens, et tout le monde doit y mettre du sien.

Pour revenir au coût, Monsieur GONCALVES précise que si on ne le connaît pas encore précisément, c'est que tous les déchets ramassés sont groupés avant d'être emmenés dans les sites de traitement, sans qu'ils soient distingués de ceux produits par les Services Techniques.

Mais Madame la Maire rappelle que dans tous les cas, la Ville finance un emploi permanent à ces missions.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

13) Convention 2025-2027 d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties concernant le quartier du Bief du Moulin

Monsieur Pierre BERTRAND rappelle que le contrat de ville métropolitain 2024-2030 constitue l'outil premier de la mise en œuvre de la politique de la ville. Il formalise les engagements politiques pris par les signataires pour la mise en œuvre de la politique de la ville sur un territoire donné, en vue d'améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires et de réduire les écarts de développement entre les quartiers prioritaires et les autres territoires

Dès lors qu'un Contrat de Ville est signé sur un territoire, la loi de finances 2015 prévoit un abattement de 30 % de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les logements à loyer modéré situés dans les quartiers prioritaires. Cet abattement doit leur permettre de compenser partiellement les surcoûts de gestion liés aux besoins spécifiques des quartiers.

La convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB est un outil de la Politique de la Ville, permettant de formaliser la participation des bailleurs sociaux aux actions mises en œuvre dans le cadre de la GUSP ainsi que dans leur engagement au quotidien dans le quartier. Elle définit les actions que le bailleur s'engage à mettre en place en compensation de cet abattement : soit par des actions de renforcement des moyens de gestion de droit commun, soit par la mise en place d'actions ou de moyens spécifiques pour ces quartiers.

L'actuelle convention est conclue pour une période de trois ans, du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027. La convention est cosignée par Dijon Métropole, les villes, l'État et les bailleurs sociaux ; pour Longvic, avec le bailleur Grand Dijon Habitat, pour des actions dans le quartier prioritaire du Bief du Moulin.

Dans la continuité du travail engagé sur le territoire métropolitain depuis 2016, les 3 axes suivants devront être travaillés prioritairement par les bailleurs en lien avec les communes concernées et Dijon métropole :

- renforcement du personnel de proximité,
- tranquillité résidentielle,
- animation et lien social.

Ainsi, afin d'assurer une réelle présence sur le terrain, auprès des habitants du quartier, les axes suivants doivent représenter au moins 50% des dépenses :

- Renforcer l'axe lié à la tranquillité résidentielle :

En augmentant la part des dépenses allouées à la tranquillité résidentielle,

Chacun des bailleurs concernés devra consacrer au moins 30% de ses dépenses à des actions venant renforcer la sécurité et la tranquillité des résidents.

- Renforcer l'articulation avec le contrat de ville :

En finançant et pérennisant des actions inter-bailleurs et/ou multi partenariales (lutte contre les nuisibles, gestion des encombrants, mobilité, transition climatique...) en lien avec les acteurs et les actions du contrat de ville.

- Améliorer la lisibilité de la gouvernance et le rendu compte :

En obtenant un réel partenariat au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires

Le dispositif d'abattement de la TFPB nécessite un pilotage et une animation entre plusieurs parties prenantes : Dijon métropole, l'État, les communes de Dijon, Chenôve, Longvic, Quetigny et Talant ainsi que les 5 bailleurs présents sur le territoire métropolitain. Il est donc nécessaire que chacun s'entende sur une vision clarifiée de ses rôles respectifs et de la valeur ajoutée attendue du dispositif d'abattement.

En améliorant la visibilité et en renforçant le compte-rendu.

En effet, bien que le suivi soit laissé à la main des communes de la métropole, il sera nécessaire d'associer davantage la métropole aux différentes actions initiées dans tous les quartiers politique de la ville.

- Répondre aux besoins des habitant(e)s

En consultant les locataires-habitants au titre de l'expérience qu'ils ont de leurs propres lieux de vie. En effet, même si les habitants ne sont pas signataires de la convention, ils sont partis prenantes d'un grand nombre de projets mis en œuvre et valorisés au titre de l'utilisation de l'abattement de la TFPB en s'appuyant sur différents relais internes et externes (service de participation citoyenne, conseils citoyens, instances participatives).

Les communes animent la démarche locale et définissent les orientations locales. Elles co-construisent les programmes d'actions avec les bailleurs. A ce titre, les communes qui le souhaitent pourront conclure une convention avec chacun des bailleurs présents sur le territoire pour préciser les actions concrètes qui doivent être mises en œuvre par les bailleurs en contrepartie de la TFPB.

L'ensemble de ces actions ainsi que le montant de la dépense valorisée sont détaillés en dernière page de la convention. Le montant prévisionnel des dépenses valorisées par Grand Dijon Habitat dans le cadre de l'abattement de la TFPB 2025 du Bief du Moulin est de 129 972€.

Cette somme permettra de financer les actions suivantes :

- le renforcement du personnel de proximité,
- le sur-entretien : nettoyage plus important des parties communes, enlèvement des tags, réparation des équipements vandalisés (ascenseurs...) - efforts tenus, reconnaît Monsieur BERTRAND,
- la gestion des encombrants et des déchets,
- l'enlèvement des voitures épaves,
- les travaux d'amélioration de qualité de service : surcoût de remise en état des logements, maintenance des parties communes et des abords,
- la tranquillité résidentielle (avec le financement de l'Association Médiation & Prévention Dijon Métropole),
- les opérations de désinsectisation (la prochaine aura lieu fin octobre – début novembre, et mobilisera à la fois l'Association Médiation Prévention de Dijon métropole, les services sociaux qui suivent les locataires les plus fragiles pour accroître le taux d'ouverture des appartements),
- l'animation et le lien social : loyers adaptés et petits travaux pour des associations ou des commerces qui soutiennent la vie de quartier.

Les actions proposées feront l'objet d'un bilan annuel présenté aux communes, à l'État et à Dijon Métropole.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet de convention 2025-2027 d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties concernant le quartier du Bief du Moulin à Longvic.

Le Conseil Municipal est donc invité à :

APPROUVER le projet de convention pour 2025-2027

AUTORISER Madame La Maire à apporter au-dit projet des modifications non-substantielles ne remettant pas en cause son économie générale,

AUTORISER Madame La Maire à signer la Convention définitive, et ses éventuels avenants.

Madame GRANDET souhaite revenir en particulier sur la ligne « Améliorer la visibilité et renforcer le compte-rendu », et redemande quand cette restitution pourra être faite devant les Conseillers municipaux, même minoritaires, quitte à ce qu'elle ne concerne que l'an dernier. Elle observe également que, contrairement à la Ville, Grand-Dijon Habitat n'a pas procédé à la destruction des nids de corbeaux sur son domaine. Enfin, Madame GRANDET revient sur un point soulevé lors du Conseil de juillet, à savoir que lors de ces visites en marchant que sont les GUSP, les membres du Conseil citoyen ne sont pas présents. Elle se demande si des solutions ne pourraient pas être recherchées. Monsieur BERTRAND lui répond qu'hélas, la composition des GUSP est réglementée. Madame TONOT confirme que Longvic respecte la loi et ne peut déroger à ce point. Cela dit, la Municipalité est en relation permanente avec les autres habitants, au travers notamment d'élus résidant au sein du quartier, et qui relatent ce qui s'y passe. Elle en profite pour rappeler toute la confiance qu'elle porte à Monsieur Pierre BERTRAND, qui sait se faire entendre. Elle précise également que la Ville s'est effectivement dotée d'un pistolet effaroucheur pour les corbeaux, dont elle n'a pas voulu confier la manipulation à la Police municipale, pour éviter toute confusion. Là encore, Monsieur BERTRAND indique qu'il sera nécessaire de développer la coordination entre la Ville et le bailleur social pour définir le juste calendrier d'intervention.

Madame GRANDET a également une question sur l'assiette fiscale, car elle relève que la loi laisse la possibilité d'en exclure certains logements sur lesquels le bailleur social ne serait pas intervenu du tout. Monsieur BERTRAND répond d'abord que cette assiette fiscale a été très difficile à obtenir ; quant à envisager d'en exclure certains logements, ce n'est pas encore d'actualité.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité, deux conseillers s'abstenant (Madame GRANDET et Monsieur NOVO).

14) Versement d'un complément de subvention à l'École de la Deuxième Chance

Monsieur Jean-Marc RETY propose au Conseil Municipal d'approuver la nouvelle demande de subvention de l'Ecole de la 2ème chance (E2C), portée par la Ligue de l'Enseignement, dont la demande a été annexée à la convocation de la présente session.

En effet, lors du vote du budget primitif en conseil municipal du 3 avril 2024, avait été votée une subvention de 2000 euros pour l'E2C. L'E2C 21 ou l'École de la 2e Chance de Côte d'Or est portée par la Ligue de l'Enseignement de Côte d'Or. Elle s'adresse à des jeunes de 16 à 30 ans, sortis du système scolaire, sans diplôme ni qualification. L'E2C s'appuie sur 3 grands principes :

- l'accompagnement des jeunes adultes sans qualification et sans emploi motivés pour acquérir les compétences nécessaires à leur intégration sociale, citoyenne et professionnelle
- l'E2C 21 dispose d'un fort ancrage local. Elle construit des partenariats avec les entreprises et l'ensemble des acteurs de l'insertion et de la formation
- chaque stagiaire bénéficie d'un parcours individualisé et en alternance pour son entrée dans le monde des métiers.

En 2023 ce sont 6 Longviciens qui ont pu bénéficier de ce dispositif.

La Ligue de l'Enseignement, lors de son Comité de Pilotage annuel, a souhaité une participation supplémentaire des collectivités de Dijon métropole afin de sécuriser un budget prévisionnel en souffrance et déficitaire. En effet dû à l'augmentation du point d'indice, les charges salariales ont augmenté d'environ 45 000 €. De plus, les différentes hausses des prix de l'énergie ont aussi impacté considérablement ce budget.

Pour Longvic la participation proposée pour 2024 s'élèverait donc à 2500 €, et non plus à 2000 € comme déjà voté.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la demande de l'École de la 2ème Chance et de compléter en conséquence la première décision par le versement d'une subvention supplémentaire de 500 euros.

Monsieur Fernando NOVO souhaite savoir s'il ne serait pas possible d'étendre ce soutien à d'autres dispositifs favorisant l'insertion de jeunes en difficultés. Par ailleurs Longvic ne devrait-elle pas revoir l'accès des jeunes à Chevigny car aujourd'hui il faut 1 h.20 du centre jusqu'à cette école, ce qui explique certainement que 6 d'entre eux seulement en bénéficient. Peut-on envisager en contrepartie de cette subvention que cette école intervienne de manière informative sur la commune auprès des publics concernés pour se donner une chance supplémentaire de convaincre des jeunes d'y aller ?

Monsieur RETY indique que cette demande a déjà été faite, mais il y a quelques années. Celle-ci va donc être réitérée, car il partage l'analyse de Monsieur NOVO : 6 Longviciens, c'est insuffisant. Cela passe par une intervention de mobilisation de jeunes sur la commune. Quant au règlement des problèmes de transport entre Longvic et Chevigny, c'est une tâche plus complexe !

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

15) Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec le CESAM

Monsieur Jean-Marc RETY rappelle que dans le cadre du Contrat de Ville *Engagements Quartiers 2030*, les partenaires financeurs (Métropole, État, communes, Conseil Régional) ont souhaité sécuriser le financement des associations structurantes du territoire qui portent des actions de Politique de la Ville, à travers la signature d'une Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens.

C'est le cas notamment de l'Association CESAM, qui porte sur tous les territoires prioritaires de la Politique de la Ville des Ateliers Socio-Linguistiques. L'association intervient dans les quartiers prioritaires auprès des publics les plus fragiles, fragilité liée à un manque de maîtrise de la langue française en général, un manque de maîtrise des savoirs de base, l'absence d'accès au code écrit...

La Ville de Longvic soutient l'intégration des personnes de nationalité étrangère et notamment des habitants du quartier du Bief du Moulin, en leur permettant d'apprendre la langue française et ainsi de pouvoir plus facilement accéder à l'emploi.

Les Ateliers sociolinguistiques se déroulent deux fois par semaine, les mardis et vendredis, de 14h à 17h au sein de la Maison de l'Emploi et du Développement Économique de Longvic, structure d'accompagnement à l'insertion professionnelle, située à proximité du quartier du Bief du Moulin. L'apprentissage de la langue française est ainsi intégré dans le parcours d'insertion sociale et professionnelle des personnes accompagnées.

Les Ateliers sociolinguistiques s'intègrent ainsi dans une politique plus globale de la Ville de Longvic, de lutte contre les inégalités et les exclusions, et d'accompagnement vers l'autonomie des publics les plus fragiles.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec le CESAM pour la mise en place de ces ateliers, prévoyant notamment le versement par la commune d'une subvention d'un montant de 6500€ par an pour l'année 2024, 2025, 2026.

Il est donc proposé au Conseil Municipal après en avoir délibéré,

- d'approuver le projet de convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre le CESAM et la Ville pour l'action conduite dans le cadre des ateliers socio-linguistiques, convention annexée à la présente délibération,
- d'autoriser Madame La Maire à apporter au-dit projet des modifications non-substantielles ne remettant pas en cause son économie générale,
- d'autoriser Madame La Maire à signer la convention pluriannuelle 2024/2026.

Madame GRANDET souligne combien cette mission est essentielle pour accompagner ces personnes vers l'emploi. Elle voudrait savoir si le CESAM dispose d'indicateurs pour évaluer l'efficacité de ces ateliers socio-linguistiques sur Longvic, sur le plan linguistique mais aussi en matière d'insertion professionnelle.

Madame la Maire répond que la première évaluation se mesure déjà à la volonté qu'ont les participants à s'inscrire dans un tel dispositif, même si ce n'est pas quantifiable. Cela dit, la Conseillère emploi de la commune constate que ces personnes font de réels progrès et repartent toujours avec plus de confiance en elles. Madame TONOT se souvient d'ailleurs du sourire des participants qu'elle voyait à leur sortie de cours, lorsque son bureau se trouvait à la Maison du Développement économique.

Monsieur Jonas MOUNDANGA confirme que la principale évaluation est implicite : c'est le fait d'aller vers l'insertion.

Monsieur RETY ajoute que le CESAM ne cherche pas à faire du chiffre car il arrive que le CESAM dise non à des personnes parlant déjà trop bien français, sur la base d'une évaluation de départ.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

16) Acceptation d'un remboursement de subvention par Créativ

Monsieur Jean-Marc RETY rappelle que la Ville de Longvic intervient en faveur des personnes en difficulté pour accéder à un emploi, en participant à la mise en place du PLIE. Ce dispositif, géré par l'association Créativ, a pour objectif d'accompagner vers l'emploi, de façon renforcée et individualisée, des personnes éloignées durablement du marché du travail.

La Ville de Longvic emploie une conseillère en insertion professionnelle chargée de la mission de "Réfèrent de parcours du PLIE".

Le PLIE est subventionné par le Fonds Social Européen (FSE), car c'est un dispositif d'insertion pour les plus fragiles. Auparavant, c'était Créativ qui percevait directement la subvention du FSE pour la gestion du PLIE. Puis le règlement FSE a changé, Créativ ne pouvant plus directement solliciter de FSE.

Dès lors, ce sont les communes qui ont été financées par le FSE, pour leur poste de Référent PLIE. La Ville de Longvic bénéficiait donc d'un financement de 20 000€ par an depuis plusieurs années pour ce poste. En retour, la Ville versait une subvention à Créativ correspondant aux financements européens perçus.

En 2022, la Ville n'a pas pu percevoir de subvention du FSE. En effet, la nouvelle programmation européenne comprenait une baisse de l'enveloppe du FSE, nouvellement dénommée FSE+, et la prise en charge de nouvelles priorités (en faveur des jeunes et sur le volet social).

Par ailleurs, le Conseil Départemental de la Côte d'Or, désormais organisme intermédiaire gestionnaire du FSE, n'a perçu que tardivement le montant de l'enveloppe FSE+ pour la Côte d'Or, et a fait savoir qu'elle serait affectée aux associations et chantiers d'insertion, beaucoup plus dépendants que les collectivités des fonds européens.

Puisque, compte tenu de ces circonstances, la Ville de Longvic n'aurait pas dû verser de subvention à Créativ pour 2022 - information qui n'a hélas été communiquée qu'après son versement en juin 2022 - il a été convenu que cette dernière rembourserait à la Ville les 20 000 € de subvention versés.

Il est donc désormais proposé au Conseil municipal d'approuver le remboursement à la Ville de Longvic de ces 20 000 €, de la part de Créativ.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

17) Approbation de 3 conventions de partenariat pour le soutien de sportifs de haut niveau

Monsieur Christian CHEVEUX rappelle que considérant la contribution apportée par les sportifs de haut niveau au rayonnement de la Ville de Longvic à l'échelle nationale et internationale, celle-ci entend poursuivre son soutien à leur égard, afin de les aider au mieux à se préparer à l'ensemble de leurs compétitions.

Deux conditions sont exigées :

- la participation du sportif à des compétitions nationales et/ou internationales,
- être habitant de Longvic.

Il est proposé au Conseil municipal de soutenir les athlètes longviciens suivants :

a) Matthieu BOURGEOIS

Sportif de haut niveau, il pratique la course à pieds et le triathlon.

Son Palmarès est le suivant :

1er Rotary trail de Beaune	1er trail de Pommard
1er semi marathon Nuit Saint Georges	1er triathlon des Lacs distance Half
1er triathlon de Châlain distance M	1er triathlon d'Embrun XL distance half
12ème au très relevé Embrunman distance ironman	1er triathlon d'Auxonne distance M

Champion de France de Duathlon LD en 2023

Champion du monde de Duathlon LD en 2022

Une convention fixant les engagements réciproques entre la commune de Longvic et l'athlète a été conclue pour une durée d'un an.

Le partenariat prévoit que la commune s'engage à verser 200 € au titre de son intervention pour le soutien des athlètes de haut niveau satisfaisant à l'ensemble des critères.

En contrepartie, le sportif de haut niveau s'engage à :

- être présent à l'occasion d'opérations de relations publiques ou de manifestations
- faire état du soutien financier qui lui est accordé par la Ville
- faire figurer le nom de la Ville de Longvic sur les différents supports utilisés
- autoriser la Ville à utiliser son identité sportive et médiatique sur tous supports.

b) Sacha CULTRU

Sportif de haut niveau : athlète sur 800m.

Son Palmarès est le suivant :

Sélection Équipe de France aux Jeux Méditerranéens en 2022 à Oran

Champion de France du relais 4x800m en 2023 à Blois

Une convention fixant les engagements réciproques entre la commune de Longvic et l'athlète a été conclue pour une durée d'un an.

Le partenariat prévoit que la commune s'engage à verser 200 € au titre de son intervention pour le soutien des athlètes de haut niveau satisfaisant à l'ensemble des critères.

En contrepartie, le sportif de haut niveau s'engage à :

- être présent à l'occasion d'opérations de relations publiques ou de manifestations
- faire état du soutien financier qui lui est accordé par la Ville
- faire figurer le nom de la Ville de Longvic sur les différents supports utilisés
- autoriser la Ville à utiliser son identité sportive et médiatique sur tous supports.

c) Marine BONNAVAUD

Sportive de haut niveau, elle pratique le canoë kayak à l'ASPTT.

Son Palmarès est le suivant :

Aux Championnats de France :

Médaille de bronze au 500m en k1.

Championne de France en K1 200m, K2 200m, 500m, 5000m, K4 200m, 500m, K2 marathon, K1 short Race.

9eme en k4 finales A, aux championnats d'Europe Juniors

7eme en demies finales 200m en k1 et 5ème en demies finales aux championnats du monde en k4 500m.

Une convention fixant les engagements réciproques entre la commune de Longvic et l'athlète a été conclue pour une durée d'un an.

Le partenariat prévoit que la commune s'engage à verser 300 € au titre de son intervention pour le soutien des athlètes de haut niveau satisfaisant à l'ensemble des critères.

En contrepartie, la sportive de haut niveau s'engage à :

- être présente à l'occasion d'opérations de relations publiques ou de manifestations
- faire état du soutien financier qui lui est accordé par la Ville
- faire figurer le nom de la Ville de Longvic sur les différents supports utilisés
- autoriser la Ville à utiliser son identité sportive et médiatique sur tout supports.

Le Conseil Municipal est donc invité à :

- approuver les termes des trois conventions annexées,
- dire que les crédits sont ouverts au chapitre 65131.30 au budget 2024
- autoriser Madame la Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Madame la Maire se réjouit de ces ambitions qui s'inscrivent dans la foulée des Jeux Olympiques, et qui, précise Monsieur CHEVREUX, pourrait y ramener en ce qui concerne notamment la kayakiste longvicienne, qui vise Los Angelès.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

18) Création de postes suite à promotion interne

Monsieur Jean-Marc RETY indique qu'il convient de créer, à compter du 1^{er} octobre 2024, les postes suivants au titre de la promotion interne pour l'année 2024 :

Filière administrative :

- 1 poste d'attaché à temps complet
- 2 postes de rédacteur à temps complet

Les postes d'origine seront supprimés lors d'un prochain Conseil Municipal après avis du CST.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

19) Création d'un emploi permanent à temps complet

Monsieur Jean-Marc RETY rappelle que conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Dans ce cadre, il indique qu'afin de remplacer un agent ayant quitté par voie de détachement la Direction des Ressources Humaines, il convient de créer :

- 1 emploi dans le grade de rédacteur à temps complet à compter du 1^{er} octobre 2024.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser cette création.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

20) Création de deux emplois permanents à temps complet

Monsieur Jean-Marc RETY indique qu'afin de renforcer les effectifs du Pôle Biodiversité/Espaces verts au sein de la Direction des Services Techniques, il convient de créer :

- 2 emplois dans le grade d'adjoint technique, à temps complet, à compter du 1^{er} octobre 2024.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser ces créations (Madame la Maire se réjouissant, comme les Longviciens, de la qualité de travail des 2 contractuels concernés).

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

21) Création d'un emploi permanent à temps complet

Monsieur Jean-Marc RETY précise qu'afin de renforcer les effectifs du Service Entretien/Restauration scolaire à Blum, il convient de créer :

- 1 emploi dans le grade d'adjoint technique, à temps complet, à compter du 1^{er} octobre 2024.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser cette création.

Madame GRANDET relève que le choix d'une formule « self » sur ce nouveau restaurant permettant une plus grande autonomie des enfants n'a pas empêché un besoin accru de personnel. Monsieur RETY répond qu'en l'occurrence, c'est parce qu'il y a plus de personnes qui mangent en même temps.

Madame TONOT ajoute que ce poste concerne encore davantage l'entretien des locaux, car ce sont les animateurs qui se chargent de la gestion du service à table.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

22) Création d'un emploi non permanent pour faire face à un accroissement temporaire d'activité et autorisation de recrutement d'un contractuel

Monsieur Jean-Marc RETY rappelle que dans le cadre d'un surcroît de travail au multi accueil les Pitchouns situé en Quartier Politique de la Ville (QPV), dû à l'accueil d'enfants en situation de handicap ou demandant des soins plus importants, il est nécessaire de créer un emploi non permanent à temps complet pour exercer les fonctions d'agent polyvalent à compter du 1^{er} octobre 2024.

Cet emploi sera pourvu par un agent contractuel conformément à l'article L.332-23 du Code général de la fonction publique qui autorise le recrutement sur des emplois non permanents d'agents contractuels pour un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois sur une période consécutive de dix-huit mois.

Cet emploi sera pourvu par un agent contractuel relevant de la catégorie C de la filière animation, du cadre d'emplois des adjoints d'animation, dans le grade d'adjoint d'animation (titulaire d'un CAP AEPE (petite enfance)).

Le contractuel sera recruté par voie de contrat à durée déterminée pour 12 mois maximum.

L'agent contractuel devra justifier du CAP AEPE et d'une expérience professionnelle dans le secteur de la petite enfance.

Sa rémunération sera calculée par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint d'animation.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser cette création.

Madame Valérie GRANDET rappelle que l'an dernier, avait été soulignée l'insuffisante formation des personnels au sein des structures pour accompagner les enfants en situation de handicap. Elle imagine donc que ce recrutement va répondre à ce besoin. Ce que confirme Madame la Maire, qui rappelle que la délibération prévoit que l'agent disposant de ce diplôme devra justifier d'une expérience professionnelle.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

23) Création d'un emploi d'éducateur des APS à temps complet

Monsieur Jean-Marc RETY rappelle que conformément à l'article L 313-1 du code de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités peuvent recruter, en application de l'article L332-14 du code de la Fonction Publique, un agent contractuel de droit public pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Le contrat est alors conclu pour une durée déterminée d'une durée d'un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans.

Cet agent contractuel serait rémunéré sur la base du 1^{er} échelon du grade précité.

Considérant les besoins du service des Sports (départ en retraite d'un éducateur des APS principal 1^{ère} classe), la création d'un emploi d'éducateur des APS à temps complet (catégorie B) est nécessaire à compter du 1^{er} octobre 2024.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé sont inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser cette création.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

24) Création d'emplois saisonniers (vacances d'octobre 2024)

Madame Béatrice SIMON expose :

Pôle Enfance : il est proposé au Conseil Municipal de décider de la création de 19 emplois saisonniers d'adjoint d'animation à 35h00 hebdomadaires maximum pour la période du 21 octobre au 3 novembre 2024 afin d'encadrer les enfants fréquentant l'ALSH M.M.E.L, ELF et RUCHE durant les vacances d'octobre. Les agents recrutés seront rémunérés sur la base du 1^{er} échelon du grade.

M.M.E.L. : 1 emploi à 35h00 du 21 octobre au 3 novembre 2024
 3 emplois à 35h00 du 21 au 27 octobre 2024
 2 emplois à 35h00 du 28 octobre au 3 novembre 2024
 1 emploi à 6h30 le 28 octobre 2024

RUCHE : 4 emplois à 35h00 du 21 au 27 octobre 2024
 1 emploi à 35h00 du 28 octobre au 3 novembre 2024

ELF : 6 emplois à 35h00 du 28 octobre au 3 novembre 2024
 1 emploi à 35h00 du 21 octobre au 3 novembre 2024

Pôle Jeunesse : il est proposé au Conseil Municipal de décider de la création de 2 emplois d'adjoint d'animation à 35h00 hebdomadaires pour la période du 21 octobre au 3 novembre 2024 afin d'encadrer les adolescents fréquentant le Phare durant les vacances d'octobre 2024. Les agents recrutés seront rémunérés sur la base du 1^{er} échelon du grade.

 1 emploi à 35h00 du 21 au 27 octobre 2024
 2 emplois à 28h00 du 28 octobre au 3 novembre 2024

Pôle Sport : il est proposé au Conseil Municipal de décider de la création de 1 emploi d'éducateur sportif à 30h00 hebdomadaires pour la période du 21 octobre au 3 novembre 2024 afin d'encadrer les enfants fréquentant les activités du Pôle Sport durant les vacances d'octobre 2024. Les agents recrutés seront rémunérés sur la base du 1^{er} échelon du grade.

 1 emploi à 30h00 du 21 au 27 octobre 2024
 1 emploi à 25h00 du 28 octobre au 3 novembre 2024

Ces propositions sont adoptées à l'unanimité.

25) Création d'emplois temporaires (novembre-décembre 2024)

Madame Béatrice SIMON expose :

Pôle Enfance : il est proposé au Conseil Municipal de se prononcer sur la création de 15 emplois temporaires d'adjoint d'animation à 34h35 hebdomadaires maximum pour la période du 4 novembre au 22 décembre 2024, afin d'encadrer les enfants fréquentant la M.M.E.L., l'E.L.F. et La Ruche durant la période scolaire comprise entre les vacances d'octobre et de fin d'année 2024. Les agents recrutés seront rémunérés sur la base du 1^{er} échelon du grade.

E.L.F. : 1 emploi à 32h35 du 4 novembre au 22 décembre 2024
 1 emploi à 26h05 du 4 novembre au 22 décembre 2024
 1 emploi à 34h30 du 4 novembre au 22 décembre 2024

1 emploi à 34h35 du 4 novembre au 22 décembre 2024
 1 emploi à 14h35 du 4 novembre au 22 décembre 2024
 1 emploi à 16h00 du 4 novembre au 22 décembre 2024
 La Ruche : 1 emploi à 25h35 du 4 novembre au 22 décembre 2024
 1 emploi à 28h45 du 4 novembre au 22 décembre 2024
 1 emploi à 24h55 du 4 novembre au 22 décembre 2024
 1 emploi à 21h30 du 4 novembre au 22 décembre 2024
 1 emploi à 16h00 du 4 novembre au 22 décembre 2024
 MMEL : 1 emploi à 26h50 du 4 novembre au 22 décembre 2024
 1 emploi à 18h40 du 4 novembre au 22 décembre 2024
 1 emploi à 28h00 du 4 novembre au 22 décembre 2024
 1 emploi à 16h00 du 4 novembre au 22 décembre 2024

Pôle Sport : il est également proposé au Conseil Municipal de se prononcer sur la création d'un emploi temporaire d'éducateur des APS occasionnel à 12h00 hebdomadaires maximum pour la période du 4 novembre au 22 décembre 2024, afin d'encadrer les enfants fréquentant les activités du service des sports. Les agents recrutés seront rémunérés sur la base du 1er échelon du grade.

1 emploi à 12h du 4 novembre au 22 décembre 2024

Ces propositions sont adoptées à l'unanimité.

26) Informations – Questions diverses

Madame la Maire rappelle que les Conseillers peuvent trouver les informations légales sur table :

I. Informations légales

Arrêté du 1 juin 2024 fixant le tarif de participation à la sortie familiale à Clairvaux-les-Lacs le 25 juillet 2024 à 4 € pour les adultes et 3 € pour les enfants.

Arrêté du 11 juin 2024 fixant le tarif de participation à la sortie familiale à Vouglans le 22 août 2024 à 4 € pour les adultes et 3 € pour les enfants.

Décision du 18 juin 2024 validant une convention avec Forget Formation concernant la participation de deux agents à la formation « AIPR – autorisation d'intervention à proximité des réseaux – niveau opérateur » pour un montant de 348 €.

Décision du 02 juillet validant un contrat avec FRMJC Bourgogne Franche-Comté pour l'organisation d'une séance de cinéma Plein Air le 29 août 2024 pour un montant de 1 850 € TTC.

Décision du 10 juillet 2024 validant un contrat avec Paul GIEN pour une animation musicale le 13 juillet 2024 pour un montant de 200 € TTC.

Décision du 18 juillet 2024 validant une convention avec Bonnafont Conseil et Formation IE concernant la participation des animateurs et des directeurs du Service Enfance aux séances d'analyse de pratiques professionnelles pour un montant de 4 500 €.

Décision du 24 juillet 2024 validant une convention avec Forget Formation concernant la participation d'un agent à la formation « AIPR – autorisation d'intervention à proximité des réseaux – niveau opérateur » pour un montant de 174 € le 6 septembre 2024.

Décision du 24 juillet 2024 validant une convention avec Forget Formation concernant la participation de deux agents à la formation « AIPR – autorisation d'intervention à proximité des réseaux – niveau opérateur » pour un montant de 348 € le 28 octobre 2024.

Arrêté du 02 septembre 2024 fixant le tarif de participation à la sortie familiale au Parc des Combes le 30 octobre 2024 à 4 € pour les adultes et 3 € pour les enfants.

Décision du 05 septembre 2024 validant un contrat avec La Compagnie des autres pour une représentation du spectacle « A l'aube de la 50 aine » à l'Espace Municipal Jean Bouhey pour un montant de 300 € TTC.

Décision du 10 septembre 2024 de cession d'actif – reprise du véhicule Renault Trafic pour un montant de 1 000 €.

Décision du 10 septembre 2024 de cession d'actif – reprise du véhicule IVECO pour un montant de 1 500 €.

Décision du 10 septembre 2024 validant une convention avec Madame Sandrine Marichez concernant les formations des animateurs du CLAS pour un montant de 300 €.

Décision du 13 septembre 2024 validant un contrat avec 800 Litres de Paille pour une représentation du spectacle « Stand up and down » à l'Espace Municipal Jean Bouhey dans le cadre de la semaine bleue pour un montant de 3 450 € TTC.

Signature de marchés

N°de marché	Intitulé du marché	Titulaire	Notification	Montant €/HT
2024102006	Marché Centrale d'achats Dijon Métropole Prestations de confection et de livraison de repas et assimilés Lot 2 : Confection et livraison de repas en liaison froide accueil de jeunes enfants	SOGERES	28/06/24	248 000,00 €/HT sur 4 années
2024102008	Marché Centrale d'achats Dijon Métropole Acquisition mobilier de bureau Lot 1 (Mobilier administratif)	ERGOS	13/08/24	28 000,00 €/HT jusqu'au 31/5/27
2024102009	Marché Centrale d'achats Dijon Métropole Acquisition mobilier de bureau Lot 2 (Fauteuil de bureau ergonomique)	ERGOS	13/08/24	8 000,00 €/HT jusqu'au 31/5/27
2024102010	Marché Centrale d'achats Dijon Métropole Entretien des aires de jeux Lot 1 Entretien des aires de jeux	RECRE'ACTION	13/09/24	70 000,00 €/HT sur 4 années

N°d'avenant	Intitulé	Titulaire	Notification	Montant €/HT
AVENANT N°1	Rénovation école Léon Blum Lot 9 : Plomberie/Chauffage/Ventilation	SAS KLEIN	3/07/2024	Modification classe réseau aéraulique et isolants 27 555,00 €/HT
AVENANT N°2	Rénovation école Léon Blum Lot 3 : Charpente/Couverture	MOB 21	4/07/2024	Suppléments et démontage 2 souches cheminées abîmées 996,00 €/HT
AVENANT N°2	Fourniture de repas en liaison froide Lot 1 : Restauration scolaire et structures accueil loisirs	DESIE	28/06/2024	Prolongation durée du marché 7/08/24 au 30/08/24
AVENANT N°1	Fourniture de repas en liaison froide Lot 1 : Structures Petite Enfance	API RESTAURATION	3/07/24	Prolongation durée du marché 10/8/24 au 30/8/24
AVENANT N°1	Rénovation école Léon Blum Lot 7 : Cloisons/Doublages/Faux-plafonds	SAS NOIREAUT	8/7/24	Modification CCTP Remplacement isolant en laine minéral par isolant par soufflage en ouate
AVENANT N°2	Rénovation école Léon Blum Lot 7 : Cloisons/Doublages/Faux-plafonds	SAS NOIREAUT	11/7/24	Habillage escalier E-O Encoffrement 4 570,43 €/HT
AVENANT N°1	Rénovation école Léon Blum Lot 2 : Gros œuvre/Traitement de façade	POLI	26/7/24	Ensemble des plus et moins-value période préparation - 2 585,56 €/HT
AVENANT N°3	Rénovation école Léon Blum Lot 3 : Charpente/Couverture	MOB 21	29/7/24	Remplacement descente d'eaux pluviales et poteau bois existant R+2 3 100,15 €/HT
AVENANT N°2	Rénovation école Léon Blum Lot 4 : Menuiseries extérieures	ESPACE MENUISERIE	31/07/24	Application du CCAP Ville de Longvic

AVENANT N°3	Fourniture de repas en liaison froide Lot 1 : Restauration scolaire et structures accueil loisirs	DESIE	01/08/2024	Application du bordereau de prix unitaires jusqu'au 30/8/24
AVENANT N°1	Rénovation école Léon Blum Lot 5 : Serrurerie	TSPC COLETTE	07/08/2024	Intégration prestations cantine non réalisées. Annulation appuis de fenêtres - Fourniture pose 6 garde-corps portail couissant accès pompiers et portillon sécurisation 45 378,53 €/HT
AVENANT N°4	Rénovation école Léon Blum Lot 1 : VRD/TERRASSEMENT	PENNEQUIN	27/08/24	Bordures et canalisation AEP 3 820,00 €/HT
AVENANT N°4	Rénovation école Léon Blum Lot 3 : Charpente/Couverture	MOB 21	28/08/24	Bavette étanchéité et châssis accès toit 1 580,48 €/HT
AVENANT N°3	Rénovation école Léon Blum Lot 4 : Menuiseries extérieures	ESPACE MENUISERIE	5/08/24	Prolongation durée du marché jusqu'au 30/06/25

DIA24R0038	25 rue Jean Jaurès	Bâti sur terrain propre	AB 239	27/06/24
DIA24R0039	7 rue Armand Thibaut	Bâti sur terrain propre	BS 258-259	03/07/24
DIA24R0040	1 rue de Verdun	Bâti sur terrain propre	BO 153	05/07/24
DIA24R0041	18 rue des Prés Fleuris	Bâti sur terrain propre	AB 209	12/07/24
DIA24R0042	6 rue Aspirant Pierrat	Bâti sur terrain propre	BM 6	16/07/24
DIA24R0043	1 A Impasse Calendini	Bâti sur terrain propre	AB 433-434	16/07/24
DIA24R0044	26 rue Antoine de Saint Exupéry	Bâti sur terrain propre	BN 229	18/07/24
DIA24R0045	Route de Seurre	Bâti sur terrain propre	BR 36-37	18/07/24
DIA24R0046	9 rue Armand Thibaut	Non bâti	BS 257	18/07/24
DIA24R0047	16 rue d'Ouges	Bâti sur terrain propre	BS 48	23/07/24
DIA24R0048	5 boulevard de Beauregard	Bâti sur terrain propre	BV 33	25/07/24
DIA24R0049	4 rue Berthelot	Bâti sur terrain propre	AB 33	25/07/24
DIA24R0050	3 rue des Prévôts	Bâti sur terrain propre	BO 153	25/07/24
DIA24R0051	9 rue Marie Noël	Bâti sur terrain propre	AI 716	26/07/24
DIA24R0052	11 rue Armand Thibaut	Bâti sur terrain propre	BS 366	29/07/24
DIA24R0053	7 Boulevard Eiffel	Bâti sur terrain propre	BV 122	01/08/24
DIA24R0054	25 rue Jean Jaurès	Bâti sur terrain propre	AB 239	05/08/24
DIA24R0055	Rue Jules Guesde	Non bâti	BP 129	06/08/24
DIA24R0056	27 rue des Véroniques	Bâti sur terrain propre	AC 238	06/08/24
DIA24R0057	45 rue des Tamaris	Bâti sur terrain propre	AE-58-59-273	12/08/24
DIA24R0058	38 rue Alphonse Lamartine	Bâti sur terrain propre	AE 202	13/08/24
DIA24R0059	1 impasse Adjudant Cheminade	PLEINE PROPRIETE	BO-360-362-363	20/08/24
DIA24R0060	9 rue des Véroniques	Bâti sur terrain propre	AC 199	20/08/24
DIA24R0061	16 rue Colonel Ballet	Bâti sur terrain propre	AC 244	22/08/24
DIA24R0062	4 rue Colonel Ballet	Bâti sur terrain propre	AC 0259	27/08/24
DIA24R0063	8 impasse Lucien Foissac	Bâti sur terrain propre	BP 9	27/08/24
DIA24R0064	2 rue Lamartine	Bâti sur terrain propre	AE 236	05/09/24
DIA24R0065	21 rue Jules Guesde	Bâti sur terrain propre	BP 222-331-332	10/09/24

DATE	OBJET	DUREE	CIMETIERE	TYPE	MONTANT	LIEU
02/07/24	Renouvel	30	Ancien	Pleine Terre	250	Ancien C
19/07/24	Renouvel	15	Nouveau	Colombarium	460	Nouveau C
19/07/24	Achat	30	Nouveau	Cavurne	750	Nouveau C
26/07/24	Achat	50	Nouveau	Cavurne	910	Nouveau C
21/08/24	Achat	50	Nouveau	Caveau	500	Nouveau C
27/08/24	Achat	30	Nouveau	Pleine Terre	250	Nouveau C
19/09/24	Renouvel	15	Ancien	Pleine terre	125	Ancien 87 C
19/09/24	Achat	15	Nouveau	Cavurne	590	Nouveau 91

Madame la Maire donne ensuite la parole au Groupe Longvic vers l'Avenir pour la présentation de ses questions orales.

« **Question 1 : cambriolages Longvic (Monsieur Fernando NOVO) :**

Madame la Maire,

Depuis plusieurs mois, la commune de Longvic fait face à une recrudescence des cambriolages tout quartier confondu. Certains habitants ont alerté à de nombreuses reprises sur des problèmes d'éclairage public dans certaines zones, sans avoir été entendus dans des délais raisonnables. Ce manque d'éclairage a notamment été signalé par la police nationale, qui s'est émue de constater des « trous noirs » facilitant le travail des cambrioleurs.

Nos questions

- *Quels sont les chiffres comparés des cambriolages sur la commune en 2024 vs 2023*
- *Quelles actions concrètes la commune a-t-elle entreprises pour renforcer la sécurité des biens et des personnes, en particulier en ce qui concerne l'amélioration de l'éclairage public dans les zones signalées ?*
- *Quand un habitant vient vous prévenir pour un problème d'éclairage ou de sécurité sur la voie publique, qui prévient Dijon Métropole ? Qui est l' élu qui s'assure de la réalisation des demandes faites à Dijon Métropole ?*
- *De plus, plusieurs habitants ayant été victimes de ces cambriolages ont demandé des rendez-vous avec les services de la mairie, mais attendent toujours d'être reçus. Ces personnes, traumatisées par ces événements, subissent des préjudices importants, non seulement sur le plan émotionnel mais aussi financier, les assurances ne couvrant jamais totalement les pertes. La mairie prévoit-elle de renforcer son soutien aux victimes et de répondre à leurs préoccupations en temps utile ?*

Je vous remercie pour vos réponses ».

Réponse de Mme la Maire :

« Effectivement, j'ai pu échanger avec le Directeur Interdépartemental de la Police nationale qui n'a pas caché faire face à une hausse significative des cambriolages dans l'agglomération, situation qui est aussi la même en zone gendarmerie. Les forces de l'ordre font leurs enquêtes, je leur laisse le soin de communiquer à ce sujet.

Les chiffres concernant les cambriolages sont à la hausse depuis le 1^{er} janvier dernier, je vous les livre tels que la Police me les communique. Ainsi du 1^{er} janvier 2023 au 30 août 2023, 16 cambriolages ont été constatés par les forces de l'ordre. Sur la même période, c'est à dire les 8 premiers mois de l'année, en 2024, on m'a communiqué 27 cambriolages.

Vous me questionnez ensuite sur les actions entreprises pour renforcer la sécurité des biens et des personnes. Je vous en ai déjà cité une : une collaboration étroite avec les forces de l'ordre et les acteurs du champ de la prévention de la délinquance. Collaboration qualifiée comme de très bonne qualité par le DIPN, dans un courrier reçu il y a encore quelques jours. Pour illustrer la coopération avec les forces de l'ordre, je parlerai uniquement des nombreuses heures passées chaque semaine sur les enregistrements des caméras. Il ne se passe pas une semaine sans que la gendarmerie ou la police nationale sollicite la Police municipale pour visionner les caméras et chercher un véhicule ou un individu qui est susceptible d'être passé devant les caméras.

A cette coopération s'ajoute un investissement que je qualifierai de massif dans la vidéoprotection, notre ville compte désormais plus d'une soixantaine de caméras filmant l'espace public, faisant de Longvic la troisième ville du département la mieux équipée en la matière, après Dijon (plus de 100 caméras) et Beaune (plus de 120 caméras). A côté de cela, nous avons recruté deux agents de police supplémentaires. Je sais qu'on vous le répète régulièrement mais comme je vous sais soucieux de réduire nos dépenses de personnel, je crois que le rappel est toujours nécessaire...

Et puis il y a aussi la prévention que nous faisons régulièrement. Par exemple, la Police municipale va animer une conférence sur la prévention des cambriolages lors de la Semaine Bleue.

Et il y a l'éclairage public. C'est un sujet sur lequel les avis sont toujours divergents. On nous demande d'éteindre l'éclairage pour éviter que des groupes ne s'installent sur des espaces publics et créent des nuisances ; et on nous demande de rallumer l'éclairage pour éviter les cambriolages. Je n'ai pas d'avis tranché sur le sujet, car je comprends l'émotion que traverse les victimes de cambriolages. Cela dit les modes opératoires confirment que les cambrioleurs agissent de nuit comme de jour (en plein milieu de l'après-midi récemment) et l'extinction ou non de l'éclairage public n'a pas d'incidence sur leurs agissements.

En revanche, je distingue l'extinction de l'éclairage public des pannes ou dysfonctionnement. Car je vois bien de quelle situation vous parlez où l'une de nos administrés a été victime de cambriolages et dans le même temps, a regretté que le lampadaire face à son domicile n'éclaire pas, mais vous ne savez peut être pas que celui-ci était endommagé suite à un accident. C'est fort regrettable et j'ai même appelé personnellement les services de la Métropole pour que ce soit réparé, ce qui a été fait. Vous voyez, on agit, il faut aussi être exigeant vis à vis de nos partenaires, les services municipaux y veillent, les élus et moi-même également.

Cette exigence je me l'applique aussi, je reçois toutes les personnes qui me demandent un rendez-vous. Cet été, j'ai reçu notamment des victimes de cambriolages. Je n'ai pas de raison de ne pas les recevoir et si vous avez connaissance d'une personne qui souhaitait me rencontrer et à laquelle on n'a pas répondu, il s'agit vraisemblablement d'une erreur, et j'invite cette personne à contacter mon secrétariat.

Enfin, vous rappelez que les victimes de cambriolages subissent des préjudices émotionnels et financiers non négligeables. C'est vrai, je m'associe d'ailleurs pleinement à leur peine. Mais lorsque vous expliquez que les assurances ne couvrent jamais totalement les pertes et que vous me demandez comment la Mairie peut renforcer son soutien, j'avoue ne pas trop savoir où vous voulez en venir... Vous souhaitez que nous puissions prévoir un système de compensation, comme un bon d'achat, pour les victimes de cambriolages venant en complément des réparations prises en charge par les assurances privées ? Je ne vois pas sur quel fondement légal on interviendrait, et plus encore quelle est la responsabilité morale de la Mairie dans ce genre de fait ? Et, de vous à moi, je doute que donner un bon d'achat à une victime de cambriolage soit une mesure de réparation à la hauteur du préjudice sentimental souvent subi.

Espérons que le nouveau gouvernement saura remédier à tout cela, n'a-t-il pas promis « de l'ordre, de l'ordre, de l'ordre » ?

« Question 2 : chats errants (Madame Valérie GRANDET) »

Madame la Maire, Mesdames et Messieurs les élus,

Nous souhaitons attirer votre attention sur une problématique urgente et préoccupante : la prolifération des chats errants non stérilisés sur notre commune pour laquelle plusieurs habitants nous ont saisi. Ce phénomène est en constante augmentation, posant des problèmes sanitaires et environnementaux.

L'association locale, Les Chats du Cœur de Longvic, joue un rôle essentiel dans la prise en charge de ces animaux. Cependant, malgré leurs efforts remarquables, il est clair qu'elle ne peut pas, seule, faire face à cette situation devenue incontrôlable. Les moyens humains et financiers de l'association sont limités, et il est urgent que des actions concertées soient mises en place avec le soutien de la municipalité.

Il existe actuellement un appel à projet du ministère de l'Agriculture qui se clôture le 10 octobre. Cet appel vise précisément à soutenir des initiatives pour la gestion des populations de chats errants, incluant la stérilisation et les actions de sensibilisation. Nous souhaiterions donc savoir si la commune compte saisir cette opportunité pour obtenir des moyens financiers et matériels afin de:

- 1. Endiguer la prolifération des chats errants par la mise en place de campagnes de stérilisation plus ambitieuses,*
- 2. Mener des actions de sensibilisation auprès des habitants sur l'importance de la stérilisation et de l'identification des animaux domestiques,*
- 3. Soutenir activement les associations locales, comme Les Chats du Cœur, dans leur mission cruciale.*

Cette opportunité pourrait offrir une solution durable pour notre commune face à ce problème croissant, et nous espérons que la municipalité saura s'en emparer rapidement.

Je vous remercie pour votre attention ».

Réponse de Mme la Maire :

Effectivement, nous avons pu voter une subvention de 500€ à l'association des Chats du Cœur, lors du dernier vote du budget. Comme les autres associations au service de la cause animale, nous reconnaissons et soutenons leur action. Nous avons également une convention avec l'association RAPAPPEL (Rassemblement des associations de protection animale ne pratiquant pas l'euthanasie libératoire), votée le 27/09/23, qui permet la stérilisation des chats errants.

L'appel à projet dont vous parlez est intéressant ; néanmoins il porte sur une demande minimum de subvention de 10 000€, c'est à dire plus que le montant que nous allouons annuellement à la gestion des chats errants au travers de l'achat de bons de stérilisations qui s'élève à 1600€ par an. Donc notre candidature ne peut pas être éligible. De plus il s'agit d'un appel à projet, et l'on sait tous que ces moyens financiers ne sont jamais pérennes dans le temps.

« Question 3 : CRA de longvic (Mme Valérie GRANDET)

Madame la Maire,

Selon ce qui a été annoncé dans la presse il y a quelques mois, un centre de rétention administrative (CRA) est en projet à Longvic, près de Dijon, sur l'ancienne base aérienne 102.

Ce CRA, prévu pour 2026, pourra accueillir 140 personnes en situation irrégulière sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Il vise à faciliter la gestion locale des étrangers en attente de reconduite à la frontière, en évitant des transferts coûteux vers des centres plus éloignés comme ceux de Metz, Strasbourg ou Lyon. Cela libérera les forces de l'ordre pour se concentrer davantage sur d'autres missions de sécurité dans la région.

Selon les annonces faites, ce centre répondra à des normes de sécurité strictes, et sera conçu pour offrir de meilleures conditions de travail aux magistrats et avocats. Les travaux de construction devraient débuter en 2024, avec une mise en service fin 2026 ou début 2027.

Concernant le projet de construction du Centre de Rétention Administrative sur le site de l'ancienne base aérienne de Longvic, pouvez-vous nous informer des dernières avancées ?

Plus précisément :

- 1. Quelles démarches administratives ont été accomplies à ce jour, notamment en ce qui concerne les permis de construire et les éventuelles enquêtes publiques ?*
- 2. Quelles sont les consultations prévues avec les habitants et associations locales pour garantir la transparence du projet et répondre aux inquiétudes de certains habitants ?*
- 3. Enfin, quels impacts prévoyez-vous pour la commune, tant au niveau de l'urbanisme que de la vie locale, et comment la mairie compte-t-elle gérer ces enjeux ?*

Merci pour vos réponses ».

Réponse de Mme la Maire :

« Comme vous l'avez dit, ce centre de rétention administrative est un projet mené par l'État. Ce n'est pas une prison, bien que plusieurs associations de défense des droits de l'homme dénoncent l'organisation et les contraintes de vie comme assez proche du système pénitentiaire, mais il s'agit d'un espace avec un certain niveau de sécurité.

Quant aux personnes qui y seront accueillies, il s'agit de ressortissants sous le coup d'une OQTF qui n'auront donc pas le droit de quitter le centre de rétention jusqu'à ce qu'ils soient reconduits à la frontière sous escorte comme c'est aujourd'hui le cas vers d'autres centres dans d'autres régions. Ce n'est donc pas un centre d'accueil pour demandeurs d'asiles, ni un foyer, pas comme à Calais.

Comme tout centre sécurisé appartenant à l'État, il s'affranchit du droit de l'urbanisme que nous connaissons au quotidien. Pour faire simple, il ne faut pas s'attendre à ce qu'un permis de construire soit déposé en Mairie et fasse l'objet d'une instruction pour s'assurer de sa conformité au PLUIHD. C'est une instruction d'État.

Par extension, vous imaginez sans peine que je ne suis pas associée au travail de conception ou de réflexion sur l'organisation des lieux. Par ailleurs, bien que situé sur Longvic, nous sommes aussi et surtout sur un foncier d'État, entre une école de Gendarmerie et un foncier relevant toujours du Ministère des Armées. L'instruction d'urbanisme relèvera de leurs seuls soins.

Enfin, après avoir parlé de vos questions avec le Secrétaire général de la Préfecture, je suis en mesure de vous informer que ce projet ne relève pas d'une procédure soumise à enquête publique et comme vous j'ai lu dans la presse des dates mais je ne dispose pas d'échéancier.

Dans la mesure où le CRA sera implanté sur un espace de fait inaccessible et bien entouré par l'armée et la Gendarmerie, qui plus est sur un site interdit au public depuis des dizaines d'années (ex BA 102), ce seront des bâtiments qu'on ne verra pas et qui ne poseront pas de difficultés particulières en terme de nuisances.

Donc de ce point de vue, ce projet d'implantation est même plutôt pertinent si on le compare avec d'autres projets qui sont parfois non loin de zones résidentielles.

Mais je dois dire qu'à titre personnel, je suis soucieuse du respect des droits humains et je crois que la France s'honore davantage en accueillant les personnes qui fuient la misère ou la guerre dans leur pays plutôt que de les stigmatiser. Certains ont de beaux parcours d'intégration dont on parle trop peu ».

Madame la Maire informe le Conseil Municipal de la tenue de la prochaine session le 27 novembre 2024.

L'ordre du jour étant épuisé, Madame la Maire lève la séance.

Établi le 28 septembre 2024

La secrétaire de séance



La Maire



